

Le fonctionnement de la facult  de droit de Paris pendant l ?occupation allemande (1940-1944)  ? I. Les instances de la facult 

Description

Les images et documents d ?archives en lien avec cet article sont exposés dans la galerie [Entre contrainte et adhésion : la facult  de droit, Vichy et là?occupant](#)

[T ?l ?charger](#)

L ?occupation allemande de Paris entre juin 1940 et août 1944 ouvre une période de troubles et de tiraillements dans le fonctionnement de la facult  de droit, créant une situation d ?autonomie sous très forte contrainte. L ?invasion allemande de mai-juin 1940 n ?a pas affecté la fin des cours de là?année 1939 ?1940, mais a empêché la tenue des examens devant se tenir en juin-juillet 1940. L ?assemblée des professeurs, principal organe de direction de la facult , qui s ?est réunie le 16 avril 1940 pour la dernière fois avant la débâcle, ne se retrouve ensuite que le 19 septembre 1940.

 ? l ?automne 1940, la facult  offre un paysage chamboulé par rapport   là?avant-guerre, malgr  le retour des professeurs mobilisés en 1939 ?1940 (une quinzaine au total dont Gilbert Gidel, André Rouast, Henri Lévy-Bruhl, Gabriel Le Bras, Henry Solus). Après sa démobilisation et son retour   Paris, Gidel, assesseur du doyen, dirige la facult  de droit en l ?absence de Georges Ripert, doyen de la facult  depuis 1938, entre-temps parti   Vichy comme secrétaire d ?état   l ?Instruction publique et   la Jeunesse du premier gouvernement Laval (en fonction du 6 septembre au 13 décembre 1940, son séjour   Vichy se prolonge jusqu ?en février 1941). Proposant de  ?compter les absents  ? lors de là?assemblée de la facult  du 10 octobre 1940, Gidel m le étrangement les professeurs partis dans des fonctions officielles   Vichy (outre Ripert, Joseph Hamel est devenu son directeur de cabinet ; Achille Mestre et François Perroux sont chargés de mission), les professeurs touchés par la loi portant statut des juifs du 3 octobre 1940 ( ? certains qui se trouvent malheureusement atteints par une réglementation nouvelle et ne peuvent reprendre leur service : MM. Aftalion, Oualid et Lévy-Bruhl  ?), bientôt mis   la retraite d ?office, ceux malades (Bertrand Nogaro et Jean Lescure) ou prisonniers de guerre en Allemagne (André Amiaud et Émile James, qui ne reviennent qu ?   l ? t 1941). Ren  Cassin, révoqué le 2 septembre 1940 et déchu de sa nationalité pour avoir rejoint le général de Gaulle, n ?est pas évoqué (il là?est seulement lors du conseil du 28 juin 1941, lorsqu ?il s ?agit de déclarer sa chaire vacante  ?   la majorité des voix  ?, mais pas   l ?unanimit ), tandis que Roger Picard, suspendu sans traitement fin octobre 1940 pour avoir fui au Portugal, n ?est touché qu ?ultérieurement par la l ?gislation antisémite. Cinq professeurs au total se trouvent concernés par là?application du statut des juifs   la fonction publique ; ajoutons Boris Mirkine-Guetzevitch, secrétaire de là?Institut de droit comparé, qui a fui aux  tats-Unis d s 1940, et est considéré par là?assemblée de la facult  comme démissionnaire d ?office en février 1942 pour franc-maçonnerie (sa qualité de juif n ?est pas relevée). Jean Escarra, en mission en Extrême-Orient au moment de là?invasion allemande, puis envoyé comme représentant de la France libre auprès du gouvernement

chinois de Tchang Kaï-chek, ne remet pas les pieds en France m ropolitaine avant la fin de la guerre.

La désorganisation du corps professoral est sans doute inédite   ce point. Aucune mesure de révocation des professeurs titulaires comparable   celle qui frappe de plein fouet les professeurs juifs n a jamais été prise auparavant   Paris depuis la recréation napoléonienne, si l on excepte les chaires de la Restauration supprimées après deux ans d existence ; le régime de Vichy atteint au cœur un corps professoral qui avait toujours résisté jusque-là aux changements de régime. Par ailleurs, pendant toute la période, le nombre de professeurs appelés   des fonctions officielles   Vichy est significatif ; le va-et-vient permanent de plusieurs membres de la facult  entre Paris et Vichy conduit   l interruption provisoire de leur service   la facult  : outre les noms déjà cités, Maurice Grandclaude devient chef de cabinet de Jacques Chevalier, brièvement secrétaire d t tat   l Instruction publique après Ripert, Joseph Barthélemy garde des Sceaux de janvier 1941   mars 1943 ; Ripert et Gidel (recteur de Paris d octobre 1941 jusqu    la Libération), puis Amiaud (  son retour de captivité), sont nommés membres du Conseil national créé en janvier 1941 ; François Olivier-Martin est conseiller titulaire de la Cour suprême de justice et siège au procès de Riom en 1942, tandis que François Perroux est fréquemment absent en raison de différentes missions liées au régime de Vichy, notamment lors de la fondation de l  cole des cadres d Uriage. Il faut ajouter les difficultés pratiques qui compliquent le fonctionnement de la facult , dues par exemple au franchissement de la ligne de démarcation (Ren  Maunier, de retour de mission en Indochine, est bloqué pendant de longs mois en zone sud avant de pouvoir rejoindre Paris en 1941 ; de même, Rouast est brièvement arrêté fin avril 1942 sur la ligne de démarcation   Châlons-sur-Saône pour un laissez-passer p rim ).

Les conditions de l armistice ne modifient pas l administration de la facult  parisienne, qui dépend du gouvernement de Vichy, mais sa situation en zone occupée la soumet au bon vouloir des autorités d occupation militaire. Cela repose sur un accord tacite selon lequel l administration universitaire française est conservée par les Allemands   condition que l ordre soit maintenu dans l universit    cette autonomie très surveillée peut être restreinte   tout moment en fonction de l appr ciation de la situation sécuritaire par les autorités d occupation. L obsession des autorités universitaires françaises (du doyen jusqu au ministère) est d viter tout trouble qui serait lié de près ou de loin au fonctionnement des facultés ou impliquerait des étudiants, afin d viter des mesures de rétorsion. Ainsi, lors de la rentrée du 14 octobre 1940, aucune publicité n est faite dans la facult  de droit   la cérémonie que le gouvernement a ordonné de d cier  «   la France  », de manière   ce que l assistance soit limitée aux étudiants présents pour les cours ; les professeurs assistent   la minute de silence,   la lecture des appels du maréchal Pétain (16, 20 et 23 juin) et   l allocution du doyen en robe ordinaire, et non en robe de cérémonie.

En représailles aux manifestations lycéennes et étudiantes du 11 novembre 1940, qui ont conduit   l arrestation de plus d une centaine de jeunes gens et jeunes filles (le nombre varie selon les sources ; la plupart sont lycéens et 20 étudiants relèvent de l universit  de Paris) et au renvoi par le gouvernement de Vichy du recteur de Paris Gustave Roussy, l ensemble des établissements universitaires parisiens est fermé. L arr t total des

premiers jours laisse place   des assouplissements progressifs (le personnel de recherche peut accéder aux laboratoires, ce qui concerne principalement les scientifiques), mais les mesures prises (pointage obligatoire au commissariat du lieu de résidence et obligation pour les étudiants dont la famille n habite pas   Paris de quitter la capitale sauf dispense) montrent le souci des autorités d occupation de contrôler la population étudiante et d  viter toute agitation ou opposition, en dispersant d  ventuels foyers de contestation ; dans le même sens, des arrestations sont pratiqu es r gulierement (notamment celles massives du 21 novembre 1940 : 1 041 personnes arrêtées   principalement des lycéens et des étudiants   pour  « refus de circuler  ). Les démarches pour la réouverture sont menées par le recteur, Jérôme Carcopino (directeur de l  cole normale supérieure), Gidel étant en contact quotidien avec lui pour le compte de la facult  de droit. Avant même l  puisement des démarches fran saises, qui paraissent secondaires dans la décision, la réouverture est annoncée par le commandement militaire allemand le 14 décembre et devient effective le 20 décembre.

Pourtant,   lire les comptes rendus de l assembl e de la facult , cette pression de l occupant est difficile   percevoir. La fermeture de l automne 1940 est   peine évoquée, tandis que de nombreuses discussions au sein de la facult  prolongent les projets d avant-guerre sur le rôle et la place des facultés de droit, affichant la volont  des professeurs et du doyen Ripert de conserver leur autonomie. Ces projets visent   allonger la licence en droit   quatre ans, la dernière année étant spécialisée (réforme qui aboutit en 1954),   créer un certificat d aptitude   la profession d avocat, mis en place en 1941, ou   introduire un examen d entr e au doctorat afin de limiter le nombre et d  lever le niveau des étudiants. Selon Ripert, la réforme de la licence doit permettre d  viter le contournement des facultés de droit par des écoles ou établissements spécialisés ; en 1942  1943, le doyen s oppose   la création d un institut des experts comptables extérieur   la facult  de droit, avant de devoir se résoudre   sa création dès lors qu il a re su l assurance que les cours théoriques de droit commercial et d  conomie politique seraient assurés par la facult  de droit.

Ces prises de position de Ripert témoignent de la persistance, même dans le contexte de guerre, de la défense du statut et de l autonomie de la facult  de droit. Le fonctionnement régulier des instances enseignantes de la facult  n est guère atteint, si l on excepte l interruption des assemblées entre avril et septembre 1940 et l absence du doyen Ripert lors de son passage   Vichy. La suspension des élections universitaires (loi du 5 décembre 1940), qui empêche de procéder   une nouvelle élection du doyen, ne fait pas obstacle   ce que Ripert soit prorogé chaque année, tandis que le remplacement de Percerou (parti en retraite) au poste qu il occupait au conseil de l universit  se fait après un vote officieux de la facult , sollicité par le recteur Gidel, faute de pouvoir organiser en assemblée un scrutin en bonne et due forme (assemblée du 20 octobre 1943). Le maintien d usages informels malgr  les restrictions imposées par la réglementation du régime montre la position paradoxale de la facult , où les sympathies mar chalistes sont nombreuses (  commencer par celles de Ripert, énoncées clairement lors des discours de rentrée), mais où la défense de l autonomie professionnelle des juristes universitaires et de leur rôle social se con soit en dehors des vicissitudes politiques.

Le poids des circonstances pĂ©se pourtant sur le fonctionnement de la facultĂ©. Plus que les interventions allemandes directes, cĂ©est leur menace permanente qui est prise en compte par les acteurs des instances facultaires et universitaires. Celle-ci est anticipĂ©e et intĂ©riorisĂ©e par certains professeurs, comme Niboyet, qui, dĂ©s octobre 1940, demande si la publication de son cours doit recevoir lâ??accord de lâ??autoritĂ© franĂ§aise et des autoritĂ©s dĂ©?occupation ; Gidel (en tant quĂ©?assesseur du doyen) rĂ©pond en assemblĂ©e quĂ©?Ă« aucune censure spĂ©ciale sur les Ă©crits universitaires Ă» nĂ©?existe Ă ce jour, mĂ©me sĂ©?il faut faire attention Ă leur contenu.

Le contrĂ©le sĂ©?exerce sur les cours, les autoritĂ©s dĂ©?occupation veillant Ă ce quĂ©?aucun enseignant ne mette ou ne paraisse y mettre en cause les Allemands, ces demandes Ă©tant relayĂ©es par les instances universitaires, recteur ou doyen, qui appellent leurs collĂ©gues Ă la prudence. Jules Basdevant lâ??expĂ©rimente Ă ses dĂ©pens Ă la fin de 1941. Celui-ci, en poste Ă la facultĂ© de droit de Paris depuis 1918, enseignant Ă©galement Ă lâ??Ă?cole libre des sciences politiques depuis 1938, est jurisconsulte du ministĂ©re des Affaires Ă©trangĂ©res (reprĂ©sentant la France dans les confĂ©rences diplomatiques) depuis 1930, ce qui lâ??a fait appeler Ă Vichy en 1940 oĂ¹ il reste jusquĂ©?Ă sa dĂ©mission, annoncĂ©e dans une lettre Ă PĂ©tain le 29 mai 1941 ; dans celle-ci, diffusĂ©e dans la presse rĂ©sistante, Basdevant se place Ă« sous lâ??empire du droit Ă» pour contester les mesures prises par le gouvernement de Vichy Ă lâ??Ă©gard de lâ??Allemagne, qui vont bien au-delĂ© des exigences imposĂ©es Ă la France par la convention dĂ©?armistice et, en Ă©loignant la France de toute position de neutralitĂ©, transforment celle-lĂ© en Ă« capitulation Ă merci Ă». CĂ©est bien la politique de collaboration avec lâ??Allemagne sur le plan international qui est directement pointĂ©e par Basdevant.

De retour Ă Paris, Basdevant se livre, dans la leĂ§on inaugurale de son cours de droit des gens (doctorat) en novembre 1941, Ă une dĂ©fense du droit dans les relations internationales qui semble mettre en cause les manquements de lâ??Allemagne vis-Ă-vis du droit international. Le cours, sans doute signalĂ© par un Ă©tudiant ou un auditeur, suscite une demande dĂ©?explication des Allemands auprĂ©s de Gidel, devenu recteur quelques semaines plus tĂ©t. Celui-ci est reĂ§u pour la premiĂ©re fois le 15 dĂ©cembre 1941 par Otto von StĂ©lpnagel, le commandant des forces militaires allemandes en France, qui affirme sans ambages la nĂ©cessitĂ© du maintien de lâ??ordre dans lâ??universitĂ©, dont la responsabilitĂ© incombe au recteur, menaĂ§ant dĂ©?une nouvelle fermeture les Ă©tablissements universitaires ; StĂ©lpnagel souligne lâ??obligation de contrĂ©ler les professeurs, citant le cas de Basdevant (Ă« [Ă?] *daĂ?* *weitherhin Prof. Basdevant in seiner ErĂ©ffnungsvorlesung in deutschfeindlichem Sinne sich dahin ausgedrĂ©ckt habe, daĂ?* *es fĂ©r Deutschland kein VĂ©lkerrecht gebe und daĂ?* *dies stĂ©ndig von Deutschland verletzt werde* Ă», le professeur Basdevant, dans sa leĂ§on inaugurale, sĂ©?est exprimĂ© dans un sens hostile Ă lâ??Allemagne en disant quĂ©?il nĂ©?y avait pas de droit international pour lâ??Allemagne et que celle-ci le violait constamment), afin que la Ă« nĂ©cessitĂ© [de lâ??ordre] soit comprise Ă» de tous. Assurant aux Allemands quĂ©?il mĂ©nera une enquĂ©te, Gidel relĂ©ve dans un premier rapport dĂ©tailĂ© au ministĂ©re sur le contenu du cours de Basdevant (19 dĂ©cembre 1941) que les notes manuscrites ne permettent pas de Ă« constater de manquement de la part du professeur aux justes Ă©gards dus en vertu des rĂ©gles du droit international aux autoritĂ©s dĂ©?un Ă?tat victorieux effectuant lâ??occupation de guerre dĂ©?une partie du territoire dĂ©?un Ă?tat vaincu Ă», que lâ??Ă©cart de parole de Basdevant par rapport aux Ă« intentions de modĂ©ration Ă» des notes paraĂ©t peu probable considĂ©rant les fonctions remplies dans le passĂ© par Basdevant, que le signalement fait par un

auditeur rĂ©sulte dĂ©un Â« malentendu Â» et quĂ©il faut simplement rappeler Basdevant Ă une Â« extrĂ©me circonspection Â» dans le choix de ses thĂ©mes et de ses mots.

Le lendemain, Gidel, qui a sans doute reĂ§u de nouvelles demandes allemandes, pointe au contraire le Â« manque de prudence Â» de son collĂ©gue dans le choix de son sujet et de ses exemples, et surtout lĂ©cho auprĂ©s des autoritĂ©s dĂ©Occupation de la dĂ©mission de Basdevant, utilisĂ©e par la RĂ©sistance ; il affirme craindre les consĂ©quences pour lĂ©universitĂ© et suggĂ©re dĂ©loigner Basdevant de Paris, confirmant dans un post-scriptum que le commandement militaire considĂ©re Basdevant comme Â« indĂ©sirable (*unerwĂ¼nscht*) Ă Paris Â». Le cours de Basdevant paraĂ©t un prĂ©texte saisi par les autoritĂ©s dĂ©occupation pour forcer lĂ©loignement ou la sanction dĂ©un professeur dĂ©sormais notoirement connu pour son opposition Ă la collaboration. Le ministre Carcopino convoque Basdevant Ă Vichy pour sĂ©expliquer, puis, le 16 janvier 1942, le nomme pour ordre Ă Lyon (en zone libre), ce qui est prĂ©sentĂ© comme une Â« sanction lourde pour un homme qui a Ă©tĂ© cruellement atteint dans sa famille, par la guerre Â». En 1943, ayant demandĂ© son retour Ă Paris, Basdevant voit son arrĂ©tĂ© de mise Ă disposition rapportĂ© ; mais il est suspendu en janvier 1944, puis rĂ©voquĂ© au printemps 1944, avant dĂ©Ătre rĂ©intĂ©grĂ© dans la facultĂ© Ă la LibĂ©ration. LĂ©loignement de Basdevant met en Ă©vidence la pression de lĂ©occupant allemand, mais aussi le jeu des autoritĂ©s universitaires franĂ§aises consistant Ă minimiser ou Ăcarter tout Ă©lĂ©ment pouvant attirer lĂ©attention sur la facultĂ©.

De fait, les divisions de la facultĂ© restent feutrĂ©es, mĂ©me si elles surgissent Ă lĂ©occasion de certains Ă©pisodes symboliques. Le 8 juillet 1941, la dĂ©cision dĂ©accorder lĂ©honorariat Ă Louis Le Fur, que Ripert a imposĂ© Ă lĂ©ordre du jour de lĂ©assemblĂ©e de la facultĂ© malgrĂ© lĂ©avis de certains de ses collĂ©gues, est renvoyĂ©e Ă un vote du conseil de la facultĂ©, contre lĂ©habitude de lĂ©assemblĂ©e de valider sans discussion, et Ă lĂ©unanimitĂ©, lĂ©honorariat de ses membres ; la personnalitĂ© de Le Fur, professeur de droit international parti Ă la retraite en 1941, qui collabore Ă *Je suis partout* et est engagĂ© dans le groupe Â« Collaboration Â», suscite des rĂ©ticences sensibles parmi bon nombre de ses anciens collĂ©gues. Lors de la sĂ©ance suivante, le 18 juillet 1941, Ripert annonce la mise Ă la retraite au 21 juin 1941, en raison de lĂ©application du statut des juifs, dĂ©Albert Aftalion, de William Oualid et dĂ©Henri LĂ©vy-Bruhl, pour lesquels se pose Ă©galement la question de lĂ©honorariat. Ripert invoque en leur faveur lĂ©exemple dĂ©Henri LĂ©vy-Ullmann (parti Ă la retraite avant lĂ©application du statut des juifs) et des Â« magistrats de race juive Â» auxquels a Ă©tĂ© confĂ©rĂ© lĂ©honorariat, tout en soulignant que, dans ce cas, les professeurs Â« continuent Ă faire partie de la FacultĂ© et sont invitĂ©s aux cĂ©rĂ©monies Â». Ă front renversĂ©, lĂ©unanimitĂ© nĂ©est pas non plus acquise sur ce vote. Lors de lĂ©examen conjoint, le 22 dĂ©cembre 1941, des quatre demandes dĂ©honorariat, lĂ©ajournement est dĂ©cidĂ© par un conseil trĂ©s divisĂ© (15 voix favorables Ă lĂ©ajournement, parmi lesquels on peut identifier Jules Basdevant, GaĂ©tan Pirou et LĂ©on Julliot de La MorandiĂ©re, contre 11 voix).

Ce cas est lĂ©un des rares oĂ¹ sĂ©expriment Ă mots couverts (sous la couverture dĂ©une discussion dĂ©honorariat) des divisions idĂ©ologiques plus profondes au sein de la facultĂ© ; lĂ©ajournement dĂ©cidĂ© en dĂ©cembre est difficile Ă interprĂ©ter du fait de lĂ©association dĂ©un professeur collaborationniste et de trois professeurs rĂ©voquĂ©s en raison des lois raciales ; mais lĂ©absence dĂ©unanimitĂ© lors des sĂ©ances de juillet tĂ©moigne de

lĂ?existence de tendances diffĂ?rentes au sein de la facultĂ?, entre un groupe soutenant plus ou moins activement le rĂ?gime de Vichy et un groupe plus hostile, oĂ? se recrutent plusieurs rĂ?sistants dont lĂ?action reste souterraine jusquĂ? la LibĂ?ration. Par contraste, lĂ?honorariat est confĂ?rĂ? Ă lĂ?unanimitĂ? Ă Jean Percerou lors de lĂ?assemblée du 20 octobre 1943. En mars 1942, lors des obsĂ?ques de Nicolas Politis, professeur honoraire de la facultĂ? de droit de Paris depuis 1914 devenu ministre et diplomate en GrĂ?ce, dĂ?cĂ?dĂ? Ă Cannes, en zone libre, cĂ?est une curieuse Ă?quipe qui reprĂ?sente la facultĂ? de droit de Paris : Albert Geouffre Lapradelle (professeur honoraire qui publie un violent pamphlet contre lĂ?Union soviĂ?tique, *Le Marxisme tentaculaire*, en 1942), Gaston JĂ?ze (Ă?galement Ă la retraite, les ligues Ă?tudiantes dĂ?extrĂ?me-droite avaient menĂ? une violente campagne contre lui en 1936), William Oualid (rĂ?voquĂ? en tant que juif) et Jules Basdevant (mis Ă disposition de la facultĂ? de Lyon en janvier 1942 Ă titre de sanction) !

Ă lĂ?inverse de cette absence de solidaritĂ? Ă lĂ?Ă?gard des collĂ?gues rĂ?voquĂ?s ou sanctionnĂ?s, la facultĂ? tĂ?moigne un intĂ?rĂ?t beaucoup plus marquĂ? pour la situation des prisonniers (James et Amiaud, et plus largement les professeurs de droit prisonniers des Allemands), qui sĂ?efforcent dans les oflags de reconstituer un fonctionnement corporatif afin de poursuivre lĂ?enseignement du droit. La facultĂ? ne va cependant pas jusquĂ? considĂ?rer leur situation comme propice au dĂ?veloppement scientifique, Ă lĂ?Ă?gal du fonctionnement corporatif de la facultĂ?. En juin 1942, lorsque Ripert annonce avoir acceptĂ? de prĂ?facier un ouvrage collectif de juristes officiers prisonniers (parmi lesquels Paul-Marie Gaudemet ou son gendre Claude-Albert Colliard) dans lĂ?oflag II-B en Allemagne, il se heurte aux critiques de Jean-Paulin Niboyet, des frĂ?res LĂ?on et Henri Mazeaud et de Marcel Waline (nouvellement nommĂ? Ă Paris comme agrĂ?gĂ?), qui estiment quĂ?une telle publication ne peut avoir Ă lĂ?objectivitĂ? scientifique nĂ?cessaire Ă. Ripert rĂ?pond quĂ?il ne sĂ?agit pas dĂ?une publication de la facultĂ?, mais des auteurs eux-mĂ?mes, avec une simple prĂ?face de sa part, qui nĂ?engage pas la facultĂ?. LĂ?opposition est ici largement faite Ă Ripert lui-mĂ?me, tout en tĂ?moignant de la prĂ?gnance du modĂ?le du juriste autonome dans la reprĂ?sentation de lĂ?activitĂ? universitaire. Le contexte dĂ?Ă?tude dans les camps de prisonniers serait trop contraint pour permettre lĂ?Ă?panouissement de la libertĂ? universitaire que permet le fonctionnement corporatif de la facultĂ?. De mĂ?me, la proposition de nommer Jean Gaudemet, alors prisonnier de guerre, sur une charge de cours de droit romain, afin dĂ?appuyer sa libĂ?ration, suscite des rĂ?serves au conseil du 22 dĂ?cembre 1943, dĂ?s lors que ce critĂ?re serait le seul motif de recrutement ; Besnier lui est finalement prĂ?fĂ?rĂ? en mai 1944.

En revanche, quelle que soit lĂ?inclination de bon nombre de professeurs pour le rĂ?gime de Vichy, les Ă?changes scientifiques avec lĂ?Allemagne, qui constituent lĂ?un des axes de la collaboration voulue par le rĂ?gime de Vichy avec lĂ?occupant nazi, ne produisent que des effets limitĂ?s. Quelques professeurs parmi les plus favorables Ă la collaboration participent Ă des missions en Allemagne : Achille Mestre, qui avait dĂ?jĂ? fait plusieurs sĂ?jours en Allemagne depuis ses annĂ?es de formation au dĂ?but du xx^e siĂ?cle, effectue un sĂ?jour Ă Berlin au printemps 1942, au cours duquel il rencontre lĂ?un des principaux juristes nazis, Wilhelm Stuckart ; de mĂ?me, RenĂ? Maunier participe en juin 1942 Ă un congrĂ?s dĂ?ethnologie sous lĂ?Ă?gide du *Reichsforschungsrat* (Ripert, Ă lĂ?occasion de lĂ?autorisation de dĂ?placement qui lui est accordĂ?, atteste que Maunier est Ă« partisan de la collaboration Ă», Ă« acquis Ă la cause de la RĂ?volution Nationale Ă», Ă« notoirement anglophobe Ă» et sans

Ă« attache avec lâ??ancien rĂ©gime Ă»). Ces dĂ©placements ont tous lieu aprĂ©s le retour au pouvoir de Laval et lâ??arrivĂ©e au ministĂ©re de lâ??Ă©ducation nationale dĂ©?Abel Bonnard, partisan rĂ©solu de la collaboration avec lâ??Allemagne nazie. Le nombre de professeurs impliquĂ©s dans ces activitĂ©s, sous rĂ©serve dĂ©?autres dĂ©couvertes, reste limitĂ© ; si lâ??adhĂ©sion au marĂ©chalisme et Ă la Ă« RĂ©volution nationale Ă» est forte chez beaucoup, en tĂ©moignent les nombreuses missions officielles remplies Ă Vichy ou pour le compte du rĂ©gime, il nĂ©en est pas de mĂ©me de la volontĂ© de collaboration.

Guillaume Richard, professeur dĂ©?histoire du droit Ă lâ??universitĂ© Paris CitĂ©

Indications bibliographiques

Ă« AcadĂ©mie de Paris. Archives rectorales relatives Ă la guerre de 1939Ă?1945 (1939Ă?1945) Ă», Archives nationales, AJ/16/7116.

Ă« AcadĂ©mie de Paris. Personnel scientifique et administratif des facultĂ©s et des lycĂ©es de garĂ§ons et de filles, de lâ??enseignement professionnel, de lâ??enseignement primaire supĂ©rieur, 1870Ă?1940 Ă», Archives nationales, AJ/16/5854.

Ă« Dossiers des fonctionnaires de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts ayant cessĂ© leurs fonctions entre 1880 Ă 1968 : Barnier Ă Bellet Ă», Archives nationales, F/17/25175/A.

Ă« Dossiers des fonctionnaires de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts ayant cessĂ© leurs fonctions entre 1880 Ă 1968 : Marty Ă Mergier Ă», Archives nationales, F/17/25070.

Ă« Dossiers des fonctionnaires de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts ayant cessĂ© leurs fonctions entre 1880 Ă 1968 : MĂ©rouze Ă Michel Ă», Archives nationales, F/17/25071.

Ă« Guerre de 1939Ă?1945. La France et la Belgique sous lâ??occupation allemande (1940Ă?1944). Les fonds allemands conservĂ©s aux Archives nationales Ă», Archives nationales, AJ/40/565.

Ă« Registre de dĂ©libĂ©rations du conseil et de lâ??assemblĂ©e de la facultĂ© de droit : 26 juin 1934Ă?10 octobre 1940 Ă», Archives nationales, AJ/16/1802.

Ă« Registre de dĂ©libĂ©rations du conseil et de lâ??assemblĂ©e de la facultĂ© de droit : 29 octobre 1940Ă?13 dĂ©cembre 1947 Ă», Archives nationales, AJ/16/1803.

Monchablon Alain, Ă« La manifestation Ă lâ??Ă©toile du 11 novembre 1940Ă? : Histoire et mĂ©moires Ă», dans *VingtiĂ©me siĂ©cle, revue dĂ©?histoire*, vol. 110, 2011, p. 67Ă?81.

Pour citer cet article

Richard Guillaume, Ă« Le fonctionnement de la facultĂ© de droit de Paris pendant lâ??occupation allemande (1940Ă?1944) Ă? I. Les instances de la facultĂ© Ă», dans *Exclure, persĂ©cutter*,

résister. Des victimes de la législation antisémite à la faculté de droit de Paris (1940-1945) [exposition en ligne]. Bibliothèque interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/la-vie-quotidienne/>.

Date

30/04/2026